L'Observatoire africain des migrants : une consolidation pour les associations

06.01.2021 L'Observatoire africain des migrants : une consolidation pour les associations

- **LES ASSOCIATIONS DES MIGRANTS AFRICAINS SALUENT LA CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE AFRICAIN DES MIGRANTS.**
- **CE SERA UN INTERLOCUTEUR IMPORTANT POUR LES ACTEURS ASSOCIATIFS QUI POURRONT RELAYER LA RÉALITÉ DU TERRAIN.**

«C'est un moment inédit. L'inauguration de l'Observatoire africain des migrants sera sans doute une organisation incontournable pour la régulation de la migration africaine», avance Diop Mountaga, coordinateur des programmes internationaux de l'association Kirikou. Créée en 2015, par un groupe de jeunes militants pour les droits des migrants, cette association interculturelle s'est fixée comme mission principale de venir en aide aux populations migrantes, notamment les couches les plus vulnérables. Keita Mohammed, président de l'association pour le suivi et l'intégration des Guinéens du Maroc, créée en 2007, considère que «la création de l'observatoire est une excellente initiative. Cet organisme sera un interlocuteur important des migrants et de tous les acteurs sociaux qui travaillent sur cette question. L'observatoire permettra de faire entendre la voix des migrants».

La création de l'observatoire s'inscrit, selon Diop Mountaga, dans le cadre de la politique de migration adoptée par le Maroc en 2013 et qui prévoit l'intégration socio-économique des migrants se trouvant sur son territoire. Le Maroc, rappelle cette source, «a joué un grand rôle également en organisant les 10 et 11 Décembre 2018 à Marrakech la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations. A l'occasion du 30e Sommet de l'Union africaine qui a eu lieu en janvier 2018, S.M. Mohammed VI a présenté l'Agenda africain sur la migration qui prévoit la création d'un Observatoire africain de la migration». Inauguré à Rabat le 18 décembre 2020, journée internationale des migrants, l'observatoire est le fruit de deux années de travail et de préparation entrepris par le ministère des affaires étrangères et la Commission de l'Union Africaine. Quel sera l'apport de cet organisme ?

«Cet observatoire aura un apport important sur la réalité de la migration intra-africaine d'abord, et il permettra, grâce à la fiabilité des collectes statistiques et analyses, une meilleure gestion migratoire en Afrique. Il permettra également d'asseoir une meilleure gouvernance migratoire dans le continent», estime M. Mountaga. N'étant pas forcément une problématique, la migration est, dit-on dans le milieu associatif, une dynamique d'échanges et de développement pour les pays d'accueil et d'origine. L'Observatoire africain des migrants jouera, dans ce cadre, un rôle déterminant, puisque la migration africaine sera débattue par des pays africains eux-mêmes qui essayeront, selon l'association Kirikou, «de trouver des solutions aux problèmes vécus par les migrants». Concrètement, l'Observation africain des migrants aura pour mission d'établir une base de données migratoires africaines,

d'une part, et, d'autre part, d'être un portail de l'Afrique sur les données migratoires. Son action et son travail seront partagés grâce à une mise en réseau avec les instituts similaires dans la région. Action qui va être renforcée par la création d'un Centre africain d'études et de recherches sur les migrants qui sera installé à Bamako au Mali, et un Centre des opérations continentales qui se situera, quant à lui, à Khartoum au Soudan. La création de ces deux centres et la mise en réseau des bases de données de l'observatoire qui lui permettront de contribuer à la cohésion des politiques migratoires des pays africains.

La cohésion des politiques, une priorité de l'observatoire...

Cet observatoire devra également mettre fin à la stigmatisation des migrants et aux stéréotypes, très souvent faux, sur la migration africaine. Il permettra aussi une sensibilisation au rôle que peut jouer la migration en faveur du développement des pays d'accueil et d'origine. Le Maroc, explique M.Mountaga, a «un excellent bilan en matière de politique de migration. Il a fait mieux que les autres pays de l'Union Africaine. Seul le Royaume a eu des initiatives concrètes, notamment suite à la mise en place de la stratégie nationale d'immigration et d'asile en 2013. Le pays a régularisé 50 000 migrants et a mené une politique d'intégration socioéconomique, mais il subsiste encore des difficultés et donc des améliorations doivent être apportées». Il est à rappeler que l'association Kirikou, organisation non gouvernementale, à vocation humanitaire et sociale, œuvre à garantir une intégration inclusive et effective aux enfants des migrants, dans le système éducatif marocain, pour un meilleur avenir. L'éducation est le pilier de son action, ce pourquoi elle a ouvert, en 2018, une crèche interculturelle, dont l'accès est gratuit aux Marocains et aux étrangers. Par ailleurs, cette ONG propose également un accompagnement aux

mères migrantes et leurs enfants, ainsi qu'aux jeunes mineurs isolés. En ce qui concerne les mamans migrantes, Kirikou offre à celles d'entre elles qui sont en situation régulière, des programmes de qualification professionnelle en les dirigeant vers des structures institutionnelles, notamment l'Entraide nationale, l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail, ou encore de l'Union nationale des femmes marocaines pour des formations dans plusieurs métiers comme la coiffure ou l'esthétique pour qu'elles puissent trouver un travail et avoir un revenu régulier. Pour ce qui est des mineurs isolés, l'association les dirige vers des structures de santé afin d'être, ensuite, placés dans des foyers communautaires et suivre également une formation pour préparer un projet de vie. Beaucoup d'associations ont vu le jour durant les sept dernières années, soit depuis l'adoption par le Maroc de la SNIA, et elles œuvrent pour l'intégration des migrants. Toutefois, souligne Keita Mohammed, «les attentes sont encore importantes, notamment en matière d'accès aux services sociaux de base comme la santé, la scolarité, la justice et l'administration. Nous sommes le porte-parole des sans voix qui souffrent aujourd'hui de plusieurs difficultés. Si les leaders associatifs sont associés aux actions de l'observatoire, celles-ci seront plus efficaces».

Aziza Belouas

Source :

www.lavieeco.com/societe/lobservatoire-af-ricain-des-migrants-une-consolidation-pour-les-associations/